

## **Communiqués du ministère de l'Outre-mer**

<http://www.outre-mer.gouv.fr/?-depeches-a-f-p,102-.html#afparticle1258>

### **Marie-Luce Penchard détaille son plan d'aide à Mayotte**

PAMANDZI (Mayotte), 6 déc 2009 (AFP)

Le ministre chargée de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard a détaillé dimanche le plan destiné à redresser les finances du conseil général de Mayotte, indiquant qu'il permettrait de débloquer 28 millions d'euros en faveur de la collectivité.

"Il va y avoir une aide importante en matière d'investissements, ce qui va permettre d'aider la collectivité à hauteur de 28 millions dont 6 millions sur trois ans", a déclaré Mme Penchard avant de quitter l'île de l'Océan indien.

"La démarche de l'État n'est pas d'effacer la dette de la collectivité mais d'accompagner cette dernière pour qu'elle puisse faire cette restructuration financière afin de lui permettre, demain, de porter la réalisation des équipements publics dont Mayotte a besoin", a-t-elle expliqué.

Dans le cadre de ce plan, financé par l'Agence française de développement (AFD) sous la forme de prêts, l'État va notamment prendre en charge "à hauteur de 10 millions d'euros" les coûts supplémentaires de la construction du port de Longoni, a indiqué Mme Penchard.

La ministre a aussi demandé au conseil général de revoir les conditions de fixation de ses recettes, dont les tarifs des transports par barges. "J'ai bien conscience qu'ici à Mayotte, le pouvoir d'achat est une question essentielle. Ce qu'il faut faire aujourd'hui, c'est regarder si on ne peut pas augmenter les recettes de cette collectivité sans porter atteinte au pouvoir d'achat", a-t-elle noté. Mayotte est agitée par une crise sociale provoquée par la vie chère. Un gendarme a été grièvement blessé mercredi lors de manifestations.

### **Crise à Mayotte : l'Etat sollicite l'Agence française de développement (AFD)**

PARIS, 5 déc 2009 (AFP)

L'État va solliciter l'Agence française de développement (AFD) pour soutenir financièrement Mayotte, selon un "plan de redressement de la situation budgétaire" signé samedi par la ministre chargée de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, et le président du conseil général de Mayotte, Ahamed Attoumani Douchina.

L'Agence française de développement se prononcera le 16 décembre prochain sur l'octroi d'un prêt de 20 millions d'euros, contribuant au financement des investissements de 2009 de la collectivité départementale et diminuant d'autant son déficit.

Une déclaration commune signée entre les deux parties indique également que dès 2010, l'AFD sera sollicitée pour couvrir 50% du besoin d'emprunt annuel (estimé à environ 30 millions d'euros) pour contribuer au financement des investissements de Mayotte.

Enfin, l'AFD étudiera la possibilité d'octroyer en 2010 un prêt de 13 millions d'euros sous la forme d'un contrat de prêt spécifique.

Par ailleurs, l'Etat s'engage à compléter sa participation au financement du surcoût du port de Longoni au nord de l'île à hauteur de 10 millions d'euros à titre de solde définitif de l'opération. Il apportera également 6 millions d'euros par an sur trois ans (2010-2012), en subventions d'investissement versées au titre du Fonds exceptionnel d'investissement.

Mme Penchard est arrivée samedi à Mayotte, collectivité départementale française dans l'Océan indien en pleine tension de la crise de vie chère.  
Un gendarme a été grièvement blessé mercredi lors de manifestations contre la vie chère qui ont tourné aux affrontements.

## **Mme Penchard se rend à Mayotte samedi et dimanche**

PARIS, 3 déc 2009 (AFP)

La ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, a annoncé jeudi qu'elle se rendrait à Mayotte samedi 5 et dimanche 6 décembre, trois jours après les protestations contre la vie chère qui ont tourné à l'affrontement avec les forces de l'ordre.

Mme Penchard a lancé mercredi soir "un appel au calme" dont elle estime dans un communiqué qu'il "a été entendu".

La ministre de l'Outre-mer rencontrera les forces de l'ordre "qui ont été particulièrement sollicitées lors des troubles survenus hier (mercredi) pour leur exprimer sa reconnaissance et son entier soutien".

Elle s'entretiendra également avec le président UMP du conseil général de Mayotte et les élus locaux.

Le calme était revenu jeudi matin à Petite-Terre, une des îles de la collectivité départementale, théâtre d'affrontements mercredi avec les forces de l'ordre, selon le correspondant de l'AFP.

Huit émeutiers présumés ont été présentés à la justice, et un gendarme mobile sérieusement blessé au dos, qui a dû être opéré dans la nuit, devait être évacué prochainement vers un hôpital militaire de la région parisienne.

Les troubles avaient éclaté alors que le conseil général devait décider jeudi d'une hausse (à 1 euro contre 0,75 jusqu'à présent) du prix d'accès aux barges assurant, toutes les demi-heures dans chaque sens, la liaison entre les deux parties de Mayotte, Petite-Terre et Grande-Terre. Dans un souci d'apaisement, la délibération a été retirée de l'ordre du jour.

Le conseil général devait demander ce jeudi une aide exceptionnelle de l'État pour ce territoire qui accuse plus de 90 millions d'euros de déficit, est le moins doté budgétairement de toutes les collectivités d'outre-mer et où le PIB par habitant est le plus faible.

## **Mme Penchard appelle les Mahorais au calme, renforts dépêchés de La Réunion**

PARIS, 2 déc 2009 (AFP)

Marie-Luce Penchard, ministre de l'Outre-mer, a appelé mercredi les habitants de Mayotte, théâtre d'affrontements toute la journée, à ne pas écouter ceux qui cherchent "les chemins de la violence", et a annoncé l'arrivée de forces de l'ordre dépêchées de La Réunion.

Dans une déclaration à l'AFP, la ministre a dressé un nouveau bilan de ces incidents qui ont éclaté dans la foulée de manifestations contre la vie chère : trois blessés graves parmi les forces de l'ordre, dont un gendarme pour lequel le pronostic vital est engagé, 12 blessés légers, dont un gendarme, un policier et des manifestants.

"Des bandes se sont infiltrées parmi les manifestants. J'appelle les Mahorais à ne pas écouter ceux qui veulent les inciter à utiliser les chemins de la violence", a déclaré la ministre.

Des renforts de forces de l'ordre vont être envoyés sur place, venues de l'autre île française de l'océan Indien, La Réunion, a-t-elle annoncé. Mme Penchard a annoncé avoir différé un voyage en Guyane, où elle devait exposer les résultats du conseil interministériel de l'Outre-mer, afin de suivre "la situation préoccupante" dans l'île.

"Le gouvernement a toujours accompagné Mayotte", a-t-elle fait valoir, en soulignant des acquis décidés par le conseil interministériel de l'Outre-mer du 6 novembre : préfet pour la cohésion sociale, dotation pour les équipements scolaires revalorisée, plan pour l'aquaculture, lutte contre l'illettrisme...

"Une partie de l'incompréhension venait de l'augmentation prévue du tarif des barges" reliant les deux parties de Mayotte, Grande-Terre et Petite-Terre. "Pour faire retomber la tension, cette décision a été reportée", a poursuivi Mme Penchard. "Mais il ne faut pas utiliser cette difficulté pour conduire les Mahorais dans une démarche qui ferait augmenter la violence".

"Pour construire la départementalisation", largement approuvée par un référendum des habitants et dont le processus doit être achevé en 2011, "il faut que les Mahorais se rassemblent", a-t-elle exhorté.